

Budget 2014-2015 - Déficit zéro: la facture refilée aux familles à faible revenu!

Montréal, le 21 février 2014- La Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, la Fédération des femmes du Québec, la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes et le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail déplorent que le budget déposé hier à l'Assemblée nationale appauvrisse encore davantage les familles à faible revenu.

La ministre de la Famille, Mme Léger, avait pourtant promis de ne pas hausser les tarifs de services de garde, ajoutant que si elle devait le faire, elle compenserait cette hausse par des mesures fiscales pour atténuer son impact sur les familles à faible revenu. On ne retrouve aucune mesure dans ce sens dans le budget Marceau. *«Ainsi, à partir du 1er septembre 2014, il en coûtera 500\$ de plus par année en frais de garde pour deux enfants. L'année suivante, cette augmentation sera doublée, en plus d'une indexation annuelle des frais de garde. La charge financière des familles à faible revenu sera encore plus imposante. C'est tout à fait inacceptable!»* s'indigne Mme Sylvie Lévesque, de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec. Ironiquement, pour les familles monoparentales à faible revenu, il demeurera plus avantageux d'envoyer ses enfants dans une garderie non subventionnée, si elles peuvent en dénicher une à 35\$ par jour. Rappelons que ces familles ne réussissent toujours pas à trouver une place à contribution réduite.

Cette hausse, imposée par le gouvernement, venant de celle-là même qui avait instauré les centres de la petite enfance (CPE), Mme Pauline Marois, est d'autant plus inadmissible qu'elle nuira à l'accès au travail d'une proportion importante de femmes, notamment des mères monoparentales. En effet, les garderies à contribution réduite ont permis sur 10 ans à près de 70 000 mères d'occuper un emploi. En favorisant la participation des mères au marché du travail, on a contribué à sortir les enfants de la pauvreté.

Les organismes mentionnés précédemment comptent sensibiliser la population à cette réalité, particulièrement à l'occasion de la période électorale pressentie. De même, ils demanderont aux divers partis politiques un engagement ferme à cet égard.